1914-1918 : comment l'Europe a perdu la guerre

On a souvent présenté la Première Guerre mondiale comme une grande guerre civile européenne. On l'a aussi présentée comme marquant le véritable début du XXe siècle – un « siècle court » (Eric Hobsbawm) qui s'est achevé en 1989 avec la chute du Mur de Berlin et l'effondrement du système soviétique. Ces deux opinions sont justes. Mais ce qui est plus fascinant encore, c'est que ce conflit mondial a déterminé toute l'évolution du XXe siècle. En Russie, la guerre permit aux bolcheviks de parvenir au pouvoir. En Allemagne, le national-socialisme, lui aussi fils de la guerre, se nourrira à la fois de la menace soviétique et de l'humiliation imposée aux Allemands par le traité de Versailles. Hors d'Europe, l'avènement du principe des nationalités aboutit à la décolonisation. Et nous n'avons pas encore fini aujourd'hui de percevoir les conséquences de ces phénomènes.

Dans une Europe qui était à peu près restée en paix depuis 1871, le déclenchement du conflit, en août 1914, fut accueilli dans tous les pays par des scènes de liesse et d'enthousiasme. Innombrables étaient alors ceux qui attendaient de la guerre, qu'ils pensaient être de courte durée, l'avènement d'un ère nouvelle, la naissance d'un homme nouveau ou régénéré. Le grand sociologue Max Weber déclare à ce moment-là que, quelle qu'en soit l'issue, « cette guerre est grande et merveilleuse ». En Autriche, Robert Musil lui fait écho en s'exclamant : « Que la guerre est belle et fraternelle ! », et Stefan Zweig lui-même se dit transporté d'émotion. Rares sont ceux qui, tel Oswald Spengler, annoncent plutôt le « déclin de l'Occident » ou qui, comme l'écrivain français Romain Rolland, Prix Nobel de littérature en 1915, prévoient dès l'ouverture des hostilités que cette « guerre européenne » sera « la plus grande catastrophe de l'histoire depuis des siècles » – ou encore qui, comme l'écrivain anglais David Herbert Lawrence, l'interprètent comme une catastrophe menaçant d'achever une civilisation qui tombe déjà en morceaux.

Quatre ans plus tard, on s'aperçoit au contraire que la Grande Guerre a bel et bien marqué le naufrage de la civilisation moderne, en même temps qu'elle a mis fin aux certitudes sur lesquelles les Européens avaient fondé leur vision de la vie et de l'histoire du monde. La foi optimiste dans le progrès s'est effondrée avec les descriptions de l'enfer des tranchées et des destructions dues aux technologies nouvelles. L'« esprit de 1914 » n'est plus qu'un souvenir. On parle désormais de « déchaînement bestial », de « boucherie inutile », de « fin d'un monde », d'anéantissement de l'individu par la

« machine de guerre ». Des œuvres littéraires comme le roman *Ulysse* de l'Irlandais James Joyce, *Les derniers jours de l'humanité* de l'Autrichien Karl Kraus, les poèmes de *La Terre vaine* de l'Américain Thomas Stearns Eliot, pour ne citer qu'eux, sont autant de témoignages de ce nouvel état d'esprit.

A la question « Qui a perdu cette guerre ? », la réponse la plus courante est aussi la plus simple : la Première Guerre mondiale a été perdue par les empires centraux, et ce sont les puissances alliées qui en sont sorties victorieuses. Mais quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que la réalité est plus complexe. D'une certaine manière, en effet, c'est l'Europe toute entière qui est sortie perdante de ce gigantesque conflit mondial.

Perte de substance humaine, pour commencer. La guerre, qui dura cinquante et un mois, a représenté pour les peuples européens une saignée presque sans précédent. En 1918, près de dix millions de soldats (dont 1,3 million de Français, deux millions d'Allemands, 1,2 million d'habitants de l'Autriche-Hongrie) sont morts au combat, ce qui correspond à une moyenne de 6 400 morts par jour. S'y ajoutent dix-neuf millions de blessés, dix millions de mutilés, huit millions de morts civils, cinq millions de veuves, neuf millions d'orphelins. Sur le seul front de l'Ouest, entre 1914 et 1918, ce sont environ 900 Français et 1300 Allemands qui sont morts chaque jour sans modifier, le plus souvent, de plus de quelques mètres ou centaines de mètres la ligne de front entre les deux armées. Au chemin des Dames, l'offensive du général Nivelle fit 281 000 morts, blessés et disparus en un peu plus d'un mois. A Craonne, 30 000 Français sont morts en dix jours. Durant la bataille de Verdun, de février à décembre 1916, 362 000 Français et 337 000 Allemands ont été tués. Au cours de la bataille de la Somme, 200 000 Français, 450 000 Allemands et 420 000 Anglais trouvèrent la mort, tandis que la ligne de front restait sensiblement inchangée. A la fin des hostilités, on calculera que si les morts de la guerre, alignés en rangs par quatre, avaient pu défiler à la cadence d'un bataillon, leur cortège serait passé sans s'interrompre pendant 81 jours et 81 nuits ! Depuis des siècles, l'Europe n'avait jamais connu de conflit aussi meurtrier sur une période aussi courte.

A cette perte humaine s'en ajoutent encore d'autres : perte d'un modèle de belligérance, lié au *Jus publicum europaeum*, perte d'influence de l'Europe du point de vue de la géopolitique mondiale, perte d'un modèle politique particulier, le modèle de l'Empire.

La Première Guerre mondiale avait commencé comme une guerre traditionnelle. Elle s'acheva comme une guerre transformée par les techniques nouvelles et comme une guerre idéologique comparable aux anciennes guerres de religion auxquelles le Traité de Westphalie avait permis de mettre fin.

Ce fut d'abord une guerre « industrielle ». L'industrie de guerre a fabriqué des armes de destruction massive nouvelles : mitrailleuses, artillerie lourde, gaz asphyxiants. De nouveaux engins firent leur apparition, avec les sous-marins, les blindés et les avions. La reconnaissance aérienne permit de cartographier les lignes ennemies et d'ajuster les tirs d'artillerie avec plus de précision (près de 70 % des pertes humaines enregistrées au cours de la guerre furent causées par des obus). Dans ses *Orages d'acier*, Ernst Jünger parlera d'une guerre transformée par la technique, d'une « guerre des moyens mécanisés ». A partir de 1916, ce n'était plus en effet la volonté humaine qui gouvernait

la guerre, mais la guerre elle-même qui assujettissait l'homme à une gigantesque et anonyme technologie de la mort. A l'instar de la modernité industrielle, la modernité technologique dégradait l'homme en l'abaissant au rang d'instrument de la machine.

La Grande Guerre, d'autre part, est très vite devenue une « *Glaubenskrieg* » (Werner Sombart), c'est-à-dire une guerre idéologique et religieuse opposant des cultures, des modèles de civilisation et des conceptions du monde opposées.

L'idée directrice du traité de Versailles, signé le 28 juin 1919, repose sur une notion alors tout à fait nouvelle : le principe de la culpabilité de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, principe qui permet aux vainqueurs d'imposer aux vaincus des sanctions et des réparations au titre même de leur responsabilité dans le déclenchement des hostilités ou la conduite de la guerre. C'est en d'autres termes la fin de la guerre traditionnelle, née du Traité de Westphalie, qui était une guerre à « *justus hostis* », c'est-à-dire une guerre où l'on admettait que l'ennemi que l'on combattait pouvait avoir ses raisons, et le retour à la guerre « juste » – la guerre à « *justa causa* » du Moyen Age –, où l'ennemi est nécessairement représenté comme l'incarnation du Mal. Dans cette optique, la guerre n'a pas seulement opposé les puissances alliées aux empires centraux, elle a été la « guerre du droit et de la civilisation contre la barbarie ». Autrefois, l'ennemi d'hier pouvait devenir l'allié de demain. C'est désormais impossible : l'ennemi est considéré comme un coupable, un criminel, qui ne doit pas seulement être vaincu, mais également sanctionné et puni. L'article 212 du traité de Versailles prévoyait d'ailleurs de traduire en justice l'empereur Guillaume II et un certain nombre d'autres dirigeants allemands. C'est cette même conception de la guerre qui a prévalu au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et qui prévaut encore aujourd'hui dans ces guerres que l'on présente régulièrement comme des « guerres humanitaires » – c'est-à-dire comme des guerres menées au nom de l'humanité – ou comme des « opérations de police internationales ».

Sigmund Freud fut l'un des premiers à remarquer que la guerre de 1914-1918 ne tenait compte « d'aucune des limitations auxquelles on s'astreint en temps de paix et qui forment ce qu'on appelle le droit des gens », soulignant en particulier qu'elle ne faisait « aucune distinction entre la partie combattante et la partie non combattante de la population ». C'est d'ailleurs à cette époque, significativement, que l'on invente l'expression de « guerre totale ». Après Freud, le juriste allemand Carl Schmitt soulignera lui aussi les traits caractéristiques de cette nouvelle forme de guerre qui tend à effacer toutes les distinctions traditionnelles entre les combattants et les non-combattants, les militaires et les civils, l'arrière et le front, et finalement même entre l'état de guerre et l'état de paix.

Si l'Allemagne fut, à la fin de la guerre, sévèrement châtiée, elle conserva malgré tout pour l'essentiel son unité politique et économique. L'Autriche-Hongrie, elle, fut mise en pièces et la Hongrie déchiquetée. A la veille du conflit, l'empire austro-hongrois était encore une puissance économique et politique européenne de tout premier plan. La Hongrie comprenait 20 millions d'habitants répartis sur plus de 325 000 km^2. L'empire austro-hongrois fut officiellement dissous le 11 novembre 1918. Après le traité de Saint-Germain-en-Laye, signé le 10 septembre 1919, le traité de Trianon, signé le 4 juin 1920, eut pour la Hongrie des conséquences désastreuses. Tandis que l'Autriche était contrainte d'abandonner la Galicie à la Pologne, la Bohême, la Moravie et la Silésie à la Tchécoslovaquie, le Trentin et l'Istrie à l'Italie, la Bucovine à la Roumanie, la Slovénie, la

Bosnie, l'Herzégovine et la Dalmatie à la Yougoslavie, la Hongrie dut céder la Croatie à la Yougoslavie, la Transylvanie à la Roumanie, la Slovaquie et la Ruthénie subcarpatique à la Tchécoslovaquie. Sur les 325 411 km^2 qu'elle comportait avant la guerre, 232 000 furent distribués à l'Autriche (4000 km^2), à la Roumanie (102 000 km^2), à la Serbie (63 000 km^2), ainsi qu'à la Bohême. Après le traité de Trianon, elle ne comptait donc plus que 92 962 km^2. Elle perdait aussi sans compensation 58 % de son réseau ferroviaire, 43 % de ses terres cultivables, et 83 % de ses ressources en minerai de fer. Egalement frappée par de lourdes sanctions financières, elle se voyait enfin privée de son débouché maritime via la Croatie.

Ces cessions territoriales permirent la création de deux nouveaux Etats parfaitement artificiels – la suite des événements jusqu'à nos jours le démontrera amplement –, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie – deux Etats qui, avec la Roumanie, s'associeront à la France en 1921. Parallèlement, on le sait, le sort de l'empire ottoman fut réglé au traité de Sèvres du 11 août 1920, dont la disposition principale était de réduire la Turquie au seul plateau anatolien.

La Première Guerre mondiale a ainsi provoqué la disparition de trois empires séculaires : l'empire austro-hongrois, l'empire russe et l'empire ottoman. Cette disparition a fait perdre à l'Europe une forme politique originale qui, durant une grande partie de son histoire, avait constamment concurrencé l'Etat-nation : celle de l'Empire.

Après ces découpages, plus de la population hongroise de souche magyare se retrouva vivre hors de la Hongrie, sous nationalité roumaine, tchécoslovaque ou yougoslave, tandis que la majorité de sa population se composait désormais de Slovaques, de Roumains et de Croates. Au moment de la défaite, Serbes, Tchèques et Roumains firent pression sur les vainqueurs pour obtenir le maximum de découpage de la Hongrie. Dès novembre 1918, le gouvernement français faisait parvenir au président Wilson une note évoquant les discussions préliminaires de paix avec l'Allemagne, note dans laquelle on pouvait lire que, « pour ce qui concerne l'Autriche-Hongrie la question ne se pose même pas puisque cette puissance a disparu ». Dans les zones contestées, les arbitrages, lorsqu'il y en eut, furent systématiquement conclus au détriment des Hongrois. Ce sont des géographes français et anglo-saxons qui tracèrent les nouvelles frontières de la Hongrie.

C'est au nom du principe des nationalités dont le président Wilson se faisait le défenseur que l'empire austro-hongrois fut ainsi rayé de la carte.

Thomas Woodrow Wilson, fils d'un pasteur presbytérien, est né en Virginie en décembre 1856. Elu gouverneur du New Jersey en 1911, il est désigné comme candidat du parti démocrate à l'élection présidentielle de novembre 1912, qu'il remporte avec une majorité assez confortable face au républicain Theodore Roosevelt. Il est réélu en 1916, restant ainsi à la tête des Etats-Unis durant la période particulièrement cruciale de la fin de la Première Guerre mondiale. Intellectuellement, c'est un authentique héritier des Pères fondateurs des Etats-Unis. Comme beaucoup de ses compatriotes, il est convaincu de la mission universelle des Etats-Unis d'Amérique, mission à la fois politique et morale dont le journaliste John L. O'Sullivan a exposé les grandes lignes dans son célèbre essai sur la « Destinée manifeste » (*Manifest Destiny*) paru en 1839. Calviniste, il regarde les Américains comme un nouveau peuple élu de Dieu, à qui il revient de dominer le monde

pour le régénérer en lui imposant son modèle particulier. Cette vision idéologique et manichéenne lui interdit de penser le monde dans sa complexité.

Le 27 mai 1916, parlant devant la *League to Enforce Peace*, Wilson avait déjà exposé son programme : fin de la politique européenne de l'équilibre des puissances, fin de la diplomatie secrète, création d'une Société des Nations, liberté du commerce. Le 22 janvier 1917, quelques mois avant l'entrée en guerre de son pays, il se prononce pour une « paix sans annexions » fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Son idée est en fait d'utiliser ce droit pour saper le fondement des empires centraux, vis-à-vis desquels son aversion n'a cessé de se renforcer. Le 8 janvier 1918, il expose à nouveau ses vues sur l'Europe dans ses célèbres « Quatorze points ». Or, c'est précisément en se référant à ces « Quatorze points » qu'en octobre 1918, l'Allemagne adresse à Washington une note concernant le « rétablissement de la paix » : le gouvernement allemand, y est-il précisé, « accepte comme base, pour les négociations de paix, le programme fixé par le président des Etats-Unis d'Amérique dans son message au Congrès du 8 janvier 1918 ». Cet appel à l'arbitrage des Etats-Unis revenait à confier le sort de l'Europe à l'Amérique. De fait, ce ne sont pas seulement les vaincus qui vont pâtir de leur défaite, mais l'ancien ordre européen tout entier qui va s'effondrer, tandis qu'en 1919 la Société des Nations se met en place.

Pour le président Wilson, l'indépendance des nationalités est donc avant tout un moyen de provoquer le démantèlement des empires. Prétendant redessiner la carte de l'Europe au nom de la justice et en prévision d'un avenir radieux, il rassemble en réalité comme jamais dans le passé des motifs de haine et de conflits. Allemands de Haute-Silésie, de Danzig et des Sudètes, Slovaques annexés à la Tchécoslovaquie, Hongrois de Transylvanie livrés à la Roumanie, Autrichiens du Sud-Tyrol rattachés à l'Italie, Croates, Slovènes, Bosniaques et Macédoniens annexés à la Yougoslavie – très vite, des craquements vont apparaître, annonciateurs de catastrophes. C'est pour cela que l'Europe va se retrouver elle aussi ruinée, détruite, morcelée, à l'image de l'ancien empire austro-hongrois.

Wilson pensait aussi que la mise en place de la Société des Nations assurerait à tous les peuples une coexistence pacifique, la nouvelle institution étant censée résoudre, avec des méthodes rationnelles, les tensions et les conflits internationaux. Ce fut une nouvelle illusion. Sur le plan géopolitique, au lendemain de la Première Guerre mondiale, la puissance anglaise est renforcée par rapport aux puissances continentales. Mais ce sont surtout les Etats-Unis, jusqu'alors restés neutres, qui se sont retrouvés renforcés et enrichis comme ils ne l'avaient jamais été auparavant, tandis que l'Europe, dans son ensemble, devenait un ensemble de seconde zone.

Rares sont ceux qui, à l'époque, ont eu conscience de ces enjeux. Parmi eux, on peut citer le syndicaliste révolutionnaire Edouard Berth qui, le 11 mai 1915, écrivait à Édouard Droz : « On rend l'Allemagne responsable du cataclysme ; la *méchante* Germanie est devenue comme l'âne de la fable "le pelé, le galeux" d'où est venu tout le mal – c'est l'État-bandit, l'Apache de toute l'Europe. Je vous avoue que ces criailleries me paraissent tout à fait insipides, et dépourvues de sens […] Au surplus, s'il me fallait attribuer à un peuple une responsabilité quelconque, c'est vers l'Angleterre que je ferais retomber tout le poids de la catastrophe actuelle, qui est évidemment le résultat de la politique d'Édouard VII et de Sir Edward Grey ». « La thèse de l'*unique* responsabilité allemande,

écrira-t-il encore en 1924, est la base sur laquelle repose tout l'édifice de mensonges qu'a échafaudé l'Entente depuis dix ans ; c'est là pour elle une vérité qui doit rester *vérité-tabou* ; démolir cette soi-disant vérité est donc la tâche essentielle des révolutionnaires ».

Pour étayer son jugement sur la Grande Guerre, Berth s'appuyait sur le jugement de son maître et ami Georges Sorel : « Sorel n'a partagé aucune des illusions que la guerre a données à tous nos intellectuels – il l'a jugée ce qu'elle est vraiment, une effroyable catastrophe qui a détruit en Europe tout ce qui était encore viable et précipité le monde moderne à une dissolution, dont seul un mouvement révolutionnaire sérieux pourrait le sauver ». L'objectif réel de cette guerre, expliquait-il, était « d'éliminer du corps de l'Europe démocratique ce qui restait de survivances féodales représentée par l'Allemagne des Junkers » : « L'Allemagne représentait à leurs yeux cet esprit guerrier, auquel ils ont déclaré la guerre, et qu'il s'agissait d'expulser à jamais du corps de l'Europe en voie d'unification bourgeoise ». C'est pourquoi Berth ne partageait pas l'allégresse qui a salué la fin des combats : « De ce charnier gigantesque, le plus gigantesque, à ce jour, de l'histoire, la société bourgeoise a émergé toute ragaillardie, ayant consommé son unité et entonnant, sur le corps du prolétariat décimé et prostré, un chant de triomphe d'une rare insolence ». Bref, cette « guerre de ploutocrates » a été « vraiment *ignoble* dans toute l'acception du mot, ignoble dans toutes ses démarches, ignoble dans tous ses procédés, ignoble dans son idéologie, ignoble dans son âme et dans son corps » (*Guerre des Etats ou guerre des classes*).

Il n'est pas sûr que, cent ans plus tard, on en ait tiré la leçon.

Alain de Benoist